

Kiental (22-24 avril 2016) Pour la paix, la démocratie, dans un monde nouveau, partir des mouvements locaux pour aller à une articulation globale.

Quelle est la situation ?

La paix n'est pas assurée

Il y a la volonté d'imposer partout les règles capitalistes. Les Etats-Unis essaient de les imposer y compris avec le TAFTA et leurs lois extra-territoriales qu'ils appliquent en dehors de leur territoire.

Ces règles ignorent le destin de l'homme et de la planète . Il y a une compétition féroce, nouvelle forme de guerre, qui s'installe pour imposer la logique du système capitaliste partout, en même temps que se poursuivent les guerres locales traditionnelles en particulier, pour des territoires, pour l'eau. Le productivisme acharné du système met en danger l'avenir de la planète avec le réchauffement climatique et l'épuisement des ressources. Les acteurs de cette guerre sont à la fois les Etats et les organisations internationales (l'OMC, la Banque mondiale, le FMI, la Banque centrale européenne « indépendante »...) qui gèrent plus ou moins les rapports de force pour le compte du système. Les grandes multinationales sont devenues des acteurs essentiels de cette évolution cataclysmique. Elles affirment leurs intérêts et échappent aux Etats. Elles veulent mettre un terme à la notion des

besoins fondamentaux des hommes, augmenter les profits, démanteler les dépenses publiques. Tous ces acteurs développent une immense offensive idéologique au nom de la compétitivité universelle pour faire reculer la résistance des peuples.

Plus que jamais, le système et ses outils qui sont en position de domination universelle, pillent la planète pour répondre aux exigences du capital, de sa valorisation et de sa rentabilité. Le système se prétend indépassable.

C'est l'humanité toute entière qui est la victime de son développement violent et accéléré. Sa survie est en question. Les êtres humains dont l'existence est menacée n'ont pas le choix. Ils doivent imposer la remise en cause de la logique suicidaire qui nous conduit à la catastrophe et y substituer la logique déjà définie au moment des Lumières : l'épanouissement de la personne humaine. Aujourd'hui, nous savons que cela passe non seulement par le partage des richesses, la satisfaction des besoins fondamentaux, l'affirmation des droits de la personne, mais aussi par une utilisation modérée des ressources de cette nature dont nous ne sommes qu'une composante temporaire. Le système a mis en place une pratique consumériste, trop souvent assimilée au bien-être et à l'épanouissement individuel alors qu'il ne s'agit que de la promotion d'un individualisme acharné, relais idéologique du système

Quel enjeu aujourd'hui ?

L'enjeu est simple dans son énoncé: empêcher la destruction de la planète. Pour se perpétuer le système va développer les guerres pour le sol, pour l'eau, pour l'accès aux matières premières. Lénine dans «Impérialisme, stade suprême du capitalisme a été visionnaire ». Le système va provoquer l'amplification des mouvements migratoires avec des conséquences destructrices : l'abandon des terres, les dérèglements climatiques, les mouvements de populations pour chercher à survivre et compenser les déficits démographiques comme en Allemagne par exemple. Pour assurer la pérennité de sa domination, le système doit détruire les systèmes sociaux avancés et remettre en cause les formes démocratiques conquises depuis la Révolution française avec l'émergence d'être humains devenus des citoyens et peu ou prou des acteurs conscients des sociétés humaines.

Le défi est simple et gigantesque : la survie de l'espèce humaine. Nous sommes devant une immense confrontation entre l'aspiration des personnes et des peuples contre la logique des forces économiques dominantes. C'est David contre Goliath. L'inégalité de la puissance des forces en présence peut conduire à la résignation, au renoncement, au désespoir. Cela n'est pas inéluctable.

En 1915 à Zimmerwald, en 1916 à Kiental, que représentaient ceux qui se sont réunis? Presque rien face à l'immense désastre et pourtant ils n'ont pas renoncé à semer des graines pour l'avenir de l'humanité. Aujourd'hui face à la violence du

système qui réduit les droits humains, nos forces sont modestes mais présentes sur toute la planète, ce qui n'était pas le cas à l'époque.

L'enjeu est nouveau. Il ne s'agit plus seulement de s'opposer à une guerre horrible mais de sauver l'existence de l'espèce humaine. Toute organisation humaine: économique, sociale, politique, doit être subordonnée à cet objectif unique: la préservation de la planète, la reconnaissance de droits égaux à chaque personne, par l'exercice de nouvelles pratiques démocratiques qui fait de chacun un acteur conscient et actif de son devenir sur un territoire et comme membre de la communauté humaine.

Notre époque est celle des paradoxes: d'immenses possibilités pour le développement de l'humanité et de ses membres dans la diversité de leurs origines, de leurs cultures, de leurs histoires, de leurs aspirations, de leurs territoires, il y a danger pour la survie de notre espèce et d'asservissement universel.

De fantastiques progrès des connaissances ont permis aux êtres humains de franchir des pas vers leur émancipation. Notre histoire a porté d'immenses espérances : les Lumières, le socialisme, le communisme. Des espoirs sublimes qui ont justifié tant d'engagements et de sacrifices, des avancées, des échecs, des crimes même, au nom de l'homme nouveau. De cela, tirons la nécessaire reconnaissance de

la place éminente de l'homme. Le nouveau paradigme humaniste doit préserver la liberté de la personne dans sa sphère privée et le rôle de chacun à l'égard du collectif pour garantir les droits universels (santé, éducation, logement, communication, liberté d'échanger et de se déplacer, repos....)

Un potentiel extraordinaire

Une nouvelle rupture comme il ne s'en est jamais produite est à l'ordre du jour. Mettre au premier rang la personne humaine et y subordonner tout le reste est la question capitale : partir des aspirations au savoir, au bien-être, à la liberté en se donnant des principes intangibles qui devraient avoir une valeur universelle : ne jamais porter atteinte à l'intégrité physique et psychique de la personne dans les confrontations politiques et sociales, considérer que notre planète est finie.

Nous avons appris qu'il faut se défier des systèmes à prétention universelle et totalitaire qui veulent inventer un homme nouveau et nient l'histoire, les traditions, l'existence des territoires et les parts d'identité structurante et paisible dont les êtres humains sont les porteurs, privilégier les coopérations plutôt que les confrontations , la médiation et le temps nécessaires pour éviter la violence dans la solution des conflits.

Nous sommes dans une période beaucoup plus dangereuse qu'il y a cent ans

parce que le système capitaliste peu ou prou est parvenu à s'emparer de la planète entière et a atteint les limites physiques de sa capacité de domination. Il ne lui reste plus guère de territoires à conquérir pour s'imposer. Pour survivre, il ne peut qu'altérer définitivement le socle de ressources dans lesquelles il puise. Accroître toujours davantage de richesses à un pôle au détriment de la justice de la répartition, contraint à une démarche de plus en plus autoritaire, à la réduction des droits des personnes et des droits démocratiques collectifs parce que c'est là que se trouvent concentrées les capacités d'opposition et de résistance des êtres humains qui aspirent à leur propre épanouissement.

Dans cette période que nous vivons, dans une part importante de sa masse, l'humanité est consciente des enjeux. Grâce à la révolution informationnelle, nous disposons de sources de connaissances et d'information comme jamais. Certes le système capitaliste agit aussi dans ces champs nouveaux et essaient de les confisquer. Ils sont devenus des vecteurs pour accélérer la diffusion et la vente des marchandises via une publicité effrénée et multiforme. Mais le potentiel d'échanges entre les personnes, de nouvelles possibilités de maîtrise des connaissances et de l'information sont colossaux. Le potentiel est là. Ce que nous serons capables de faire de ces nouveaux outils est certainement l'un des grands défis actuels. Il y a une place considérable pour le développement de nouveaux médias sociaux permettant le développement de la recherche, le partage de nouvelles connaissances, leur diffusion et leur appropriation démocratique comme moyen de progresser dans la maîtrise de

notre propre devenir. L'appropriation de ces outils dans la vie démocratique existe déjà dans de petites communes d'Espagne, Jun par exemple.

Pour ceux qui maîtrisaient la lecture, l'invention de l'imprimerie a permis la diffusion des idées, des connaissances, de la confrontation intellectuelle et politique. Aujourd'hui, nous approchons du moment où l'humanité toute entière pourra accéder aux moyens de diffusion de l'information, des connaissances via les réseaux de communication électroniques. Cela repose d'une manière accentuée les questions de l'éducation afin que ces systèmes soient des moyens de libération de l'intelligence humaine et pas confisqués par la classe restreinte des possédants disposant des moyens financiers et législatifs de s'approprier les biens matériels et immatériels.

La contradiction entre le réel que subit la majorité de l'humanité: pauvreté, aliénations, migrations violentes.... et les possibilités permises par le développement des connaissances, des technologies, des richesses accumulées par l'humanité est à son comble. Il y a à la fois des inégalités fantastiques et dangereuses et une possibilité inédite d'une nouvelle répartition des richesses sur la base de l'égalité et de la justice sociale. Pour reprendre les termes de la philosophie marxiste, que sortira-t-il de cette contradiction? Sera-t-elle antagonique et conduisant à la destruction? Donnera-t-elle naissance à une nouvelle réalité, une unité dialectique supérieure ouvrant une ère nouvelle, marquée par la libération et l'épanouissement des facultés humaines dans leur immensité insoupçonnée et prodigieuse? Débouchera-t-elle sur une explosion

nous anéantissant parce que la logique du système capitaliste aura triomphé épuisant les ressources et la capacité de la nature à faire vivre les espèces vivantes ? Nous laisserons-nous dominer par un système ayant conquis son autonomie totale jusqu'à l'absurde, ou les hommes réussiront-ils à prendre le contrôle d'un système devenu fou? Parviendrons-nous à le transformer pour que les êtres humains trouvent leur fin en soi et ne soient pas réduits à faire fonctionner l'appareil économique qui n'a sa logique qu'en soi,

Les crises

Nous sommes confrontés à des crises très dangereuses. La crise écologique n'est qu'une conséquence de la crise du capitalisme et de sa logique consumériste, poussée jusqu'à ses conséquences extrêmes. D'autres formes de développement de la crise ne sont pas moins inquiétantes: régression des politiques sociales et des droits de la personne en Europe, altération des formes démocratiques et éloignement des centres de décision et des citoyens (Le Tafta qui soumet les Etats aux multinationales, l'Union européenne et ses politiques normatives) , les décisions autoritaires imposées à la Grèce, niant le débat démocratique, les réformes territoriales dont la dernière réforme régionale en France et les nouvelles normes de gestion des règles d'urbanisme qui suppriment les protections pour les citoyens et renforcent les possibilités de la spéculation foncière et immobilière.

La crise de la citoyenneté et des formes de la représentation des citoyens deviennent une donnée politique essentielle et provoquent des tensions de plus en plus dures qui discréditent les pouvoirs politiques et les modalités de prise de décision (la décision autoritaire et incohérente de construction du nouvel aéroport de Notre Dame des Landes près de Nantes, la construction d'un élevage industriel de 1000 veaux sur le plateau de Millevaches dans le centre de la France, la nouvelle gare de Stuttgart, le nouvel aéroport de Berlin-Schönefeld). La contradiction est de plus en plus forte et de plus en plus insupportable entre les aspirations des citoyens défendant leur qualité de vie et son cadre, leur environnement, leur territoire et contestant les modalités de prise de décision des responsables politiques. Les citoyens portent des capacités d'expertise contradictoires et réelles permettant de structurer des débats et contestant la légitimité d'experts dont la seule rationalité est d'obéir aux logiques économiques dominantes. Le niveau d'information, de formation permet aux personnes de ne plus être des sujets et d'exiger d'exercer leur qualité de citoyens y compris sur des continents où le niveau de développement économique et de satisfaction des besoins matériels des individus n'est pas au niveau de l'Occident. Se pose d'une façon nouvelle la question cruciale des systèmes de décision et des niveaux politiques et des territoires pertinents. Sortir des crises de représentation et de légitimité des autorités publiques auxquelles nous sommes confrontés passe certainement par une remise en cause globale des systèmes de représentation.

Les questions de la représentation

Les modes traditionnels de représentation ne fonctionnent plus. Les partis existants ne sont plus des partis de masse. Plus ou moins, ils tentent de perpétuer le système politique et social existant et fonctionnent en ignorant les nouvelles aspirations des citoyens à décider eux-mêmes. Les partis n'ont pas compris que leur forme historique de réflexion, d'organisation, de représentation est dépassée et ne correspond plus à la société comme elle est aujourd'hui et à ce que les citoyens attendent. Les partis ont perdu leur crédit, ne sont plus écoutés. Ils ont perdu leur légitimité.

De nouvelles questions se posent: à qui déléguer le pouvoir, selon quelles modalités, pour combien de temps, avec quel mandat, sur quel territoire? Comment renouveler l'exercice des responsabilités sans rendre impossible la prise des décisions, en reconnaissant le droit à l'erreur, sans ignorer le temps nécessaire à la mise en oeuvre de toute décision politique? Comment révoquer à tout moment, sans tomber dans le populisme, le mandat qui a été confié à ceux d'entre les membres de la communauté des citoyens qui ont été choisis. Quel équilibre entre la démocratie directe et la démocratie représentative? Quelles responsabilités exercent les formations politiques et dans le même temps quels sont les pouvoirs d'intervention directe des citoyens indépendamment des partis?

Regarder ailleurs

Il est rare que les Français enfermés dans leur immodestie nationale et historique, regardent au-delà des frontières pour essayer de comprendre ce qui peut se faire ailleurs. Nous oublions même que l'un de nos grands intellectuels des temps modernes est Suisse, si vous reconnaissez comme tel, le Genevois que fut Jean-Jacques Rousseau. L'internationalisation de la vie humaine, l'universalisation des aspirations, la profondeur de la crise du système nous obligent à regarder partout. Il y a des aspirations partagées, les retours nécessaires vers les territoires où se déroulent les vies concrètes et où les personnes de notre temps peuvent commencer à retrouver ou à trouver la maîtrise de leurs propres vies.

Le retour de l'importance des territoires

Penser global et agir local disent certains. Il faut bien reconnaître qu'une des formes de la crise est la crise intellectuelle, la crise des idées. Il y aussi peu de penser global que de penser local aujourd'hui. Une formule ne peut pas remplacer pas l'exigeant travail intellectuel d'analyse de nos sociétés et la recherche de nouvelles issues. Il n'y a jamais de grands moments de progrès des civilisations sans que les idées ne se forment et ne soient débattues dans des sociétés bouillonnantes sous l'effet des crises. Plus que jamais, il faut s'approprier l'héritage, le confronter à la réalité

d'aujourd'hui. Ignorer l'histoire qui recèle des braises ardentes dans ses cendres serait dangereux. La revendication des citoyens d'être entendus mais aussi leur capacité à participer et assumer les processus de décision et de mise en œuvre qui concernent l'organisation de notre vie commune est une réalité nouvelle et massive à tous les niveaux.

Les expérimentations foisonnent sous nos yeux : l'émergence contemporaine de projets collectifs y compris institutionnels, en Amérique latine, en Islande avec le nouveau projet de constitution, de nouvelles formes d'organisation des circuits de distribution encore timides pour les consommations de produits agricoles de saison et de proximité, la gestion des besoins collectifs non marchands comme les crèches, le partage des savoirs, la récupération et la réinsertion des produits manufacturés déjà utilisés.

En même temps que le pourrissement des vieilles formes d'organisation sociale se poursuit, émergent des tentatives de mise en place de nouveaux modes d'organisation. La crise du capitalisme est là dans ses manifestations multiples, la crise de confiance à l'égard des structures traditionnelles d'organisation, syndicales ou partisans, est incontestable. Il n'y a pas de formes éternelles d'organisation des sociétés. Voir disparaître ce que nous connaissons n'est pas un drame. La seule question est celle de notre capacité d'inventer de nouvelles formes qui soient en phase avec les possibilités et les besoins d'humanisation de notre monde. Rien n'est

inélucltable. Ni le pire, ni le meilleur ! Tout dépend de l'intervention humaine consciente obéissant à la vision de l'émergence nécessaire d'une humanité faite pour les hommes eux-mêmes. Des formes avortées de tentatives, de rassemblement, de rencontres, de confrontations ont eu lieu. Les Internationales qui ont joué un rôle historique important ne correspondent plus à ce que cherche notre humanité à tâtons. Des tentatives comme le Forum social mondial n'ont pas réussi à s'imposer.

De très nombreux groupes de citoyens s'organisent, sur un problème de quartier, de commune (le plus souvent, petite), sur un problème d'aménagement, sur une question de protection environnementale, sur des questions de choix d'implantation commerciale, d'équipement culturel, contre l'implantation d'une usine ou d'éoliennes. D'autres groupes plus larges se forment contre des grands projets: nouvelles lignes de transport ou aéroports.

De nouvelles formes de représentation

Très souvent sont remis en cause les systèmes traditionnels en contestant par exemple le cumul des mandats. Les propositions formulées expriment la forte insatisfaction à l'égard du système institutionnel existant qui est chargé de tous les maux mais en oubliant l'essentiel: les injustices essentielles comme la fiscalité ou l'inégalité de la répartition des richesses. La critique la plus forte qu'on peut, peut-être, faire au système existant est qu'en France par exemple, il est exclusif de

l'intervention directe des citoyens. Par ailleurs, l'absence du mandat impératif fait qu'il apparaît le plus souvent et très vite un écart quand ce n'est pas le reniement des engagements pris pendant une campagne électorale et les actions et décisions effectivement mises en œuvre.

La proposition du tirage au sort qui permet de désigner des personnes qui ne sont pas candidates, ni présentées, ni porteuses de propositions délibérées et débattues, et qui seront celles qui seront chargées d'administrer les affaires de la cité est très en vogue. Sont ainsi mis entre parenthèses le débat sur les choix politiques qui permettent à une société de rester maîtresse d'elle-même comme les grands moments de l'histoire en témoignent (abolition des privilèges, abolition de l'esclavage, programme du Conseil national de la Résistance, droit à l'IVG, abolition de la peine de mort...).

L'oubli de l'histoire.

Souvent les nouvelles propositions ignorent l'histoire et sont présentées comme étant neuves et révolutionnaires alors qu'elles ne sont que le reflet d'une grande ignorance et inculture concernant les avancées de notre héritage démocratique. C'est vrai par exemple pour le tirage au sort où plusieurs cantons suisses ont une grande antériorité aujourd'hui oubliée. Je suis frappé par tout ce qui se dit sur la monnaie. Les critiques sont souvent fondées quant au rôle des banques centrales, mais elles

ignorent complètement l'expérience humaine et les connaissances accumulées sur ce sujet capital. Du passé faisons table rase disait l'Internationale. Il y a longtemps que le mouvement ouvrier s'est sorti de cette aspiration romantique dangereuse. De cruelles expériences nous montrent ce qu'il en va de méconnaître l'histoire: les Enragés pendant la Révolution française ou plus proche de nous, la Révolution culturelle en Chine, la dictature des Khmers rouges au Cambodge ou les djihadistes aujourd'hui. Les expériences du socialisme utopique du 19ème siècle et ont toutes échoué. Le tirage au sort élimine la réflexion, les choix politiques, philosophiques qui conduisent à choisir un représentant plutôt qu'un autre. Le hasard de la loterie devient un principe politique! Tout devient relatif et une opinion en vaut une autre. Tous les acquis de la confrontation intellectuelle sont annihilés. Il faut se méfier des émotions et des régressions du moment dans les périodes de grande confusion intellectuelle et politique comme celles que nous vivons actuellement.

Ce sont des jurés d'assises tirés au sort pour juger les assassins de Jaurès qui acquittent le coupable qui n'a jamais nié sa culpabilité. Plus récemment, suite à la crise financière islandaise, il est décidé de tirer au sort un groupe de citoyens chargés de rédiger une nouvelle constitution. Le travail accompli, le Parlement en place, qui malgré tout, bénéficie de la légitimité du suffrage universel et permet la représentation du plus grand nombre, refuse de donner suite. On voit bien que nous sommes arrivés dans une période de l'histoire de l'humanité où il n'est plus possible de raisonner en termes exclusifs, ou bien/ou bien. Il faut trouver des modalités plus

diversifiées, qui intègrent le temps pour réfléchir. Il faut accepter l'émergence d'utopies, se donner la possibilité de les expérimenter, l'obligation de les évaluer, accepter que la société et les citoyens se donnent à eux-mêmes le droit d'avancer à tâtons, reconnaître le droit à l'erreur. On ne peut ignorer la forte aspiration à renouveler les formes démocratiques.

La subsidiarité

Une question ne devrait plus se poser, c'est la nécessité que la subsidiarité s'impose pour que les territoires retrouvent leur vitalité et les citoyens le pouvoir de décider sur ce qui est le plus proche d'eux. Reste à trouver de nouveaux équilibres entre ce qui concerne l'intérêt individuel, l'intérêt collectif le plus proche du territoire et ce qui relève de l'intérêt général à l'échelle d'une région, d'un Etat, d'un continent, (cf l'Union européenne qui décide de la dérégulation du droit du travail mais refuse de s'emparer de la justice fiscale . La subsidiarité ne peut exclure aucun niveau.

Il faut ne pas ignorer ce qui existe et qui fonctionne. Par exemple les référendums révocatoires dans certains Länder allemands qui remettent en cause le mandat de l'élu qui a perdu la confiance de ses électeurs.

Le système suisse quasiment inconnu en dehors de la Suisse, commence à susciter de l'intérêt dans la mesure où il donne un fort pouvoir aux citoyens avec le

fameux système des votations et l'obligation pour les autorités politiques traditionnelles d'en tenir compte. Les expériences des Landesgemeinden de Glaris et d'Alpenzell sont très intéressantes. Ces formes déjà très anciennes et efficaces peuvent être des conditions nécessaires de l'exercice de la démocratie mais non suffisantes pour intervenir sur les choix fondamentaux concernant l'avenir de la planète. Avoir la maîtrise du local ne change rien aux ruptures fondamentales nécessaires. La démocratie locale est indispensable et complètement insuffisante. Il faut être attentif aux pratiques inventées par les citoyens à la fois sur les modalités de représentation, du contrôle qu'ils exercent et d'expérimentation de nouvelles manières de satisfaire des besoins fondamentaux comme le logement ou la production d'objets qui d'habitude sont fabriqués par le secteur marchand. En Grèce, en Espagne -la petite ville de Marinella-, les habitants avec l'intervention de militants de Syriza, de Podemos font face aux conséquences violentes de la crise. Ces pratiques nouvelles engagent les citoyens qui prennent leurs affaires en mains et alimentent la réflexion politique des nouveaux partis quant aux pratiques sociales nouvelles.

Deux choses me frappent. Les citoyens qui participent aux initiatives les plus diverses et qui vont jusqu'à des formes nouvelles de gestion restent cantonnés au local (canton de Glaris). Ils ne tiennent pas pour crédible l'espoir d'une intervention utile et efficace au-delà, face à des enjeux pourtant planétaires gérés par les pouvoirs établis traditionnels et le système capitaliste. Il faut transposer et inventer de nouvelles

formes de débats et de décision tout en restant dans le champ du réel et sans sombrer dans les utopies qui ont dans l'échec au 19ème siècle. De telles déconvenues sont aussi le résultat de l'ignorance de l'histoire et ont des effets destructeurs, démoralisants et démobilisateurs pour ceux qui rêvaient de leur succès afin de sortir du capitalisme. Ne rêvons pas, nous ne sommes pas à la veille de référendums mondiaux mais il est d'ores et déjà possible de progresser.

Nous n'avons ni le choix, ni le temps

Face à une situation bloquée et à des aspirations puissantes, nous sommes confrontés à un défi inédit: changer ce qui ne peut plus exister dans les formes actuelles, par des voies pacifiques qui essaient d'éviter la violence, ce que les Français ne sont jamais parvenus à faire. Ne pas trouver de nouveaux chemins, les contradictions ne pouvant être niées ou tenues sous cloche indéfiniment, nous condamne inéluctablement à vivre des crises dures. Nous n'avons pas le choix. Il faut vraiment penser global mais ne pas se contenter d'agir local, ce dont les puissants qui sont responsables de la crise sont prêts à se satisfaire pendant un temps. La crise est globale, les dysfonctionnements sont profonds et correspondent à la maturation d'une nouvelle civilisation où chacune et chacun veulent être entendus, veulent et peuvent maîtriser leur destin et agir dessus. Cela n'est possible que collectivement et doit être appréhendé à tous les niveaux de territoires et peu à peu tous les niveaux de responsabilité, d'où la question essentielle de la révocabilité des élus, à tous les niveaux.

Relier l'histoire passée, l'héritage des idées et du mouvement social en les conjuguant aux aspirations à la démocratie et à la claire conscience que sans changements radicaux, notre planète est en danger, produire les nouveaux concepts nous permettant de comprendre le monde d'aujourd'hui et nous donner les moyens intellectuels du débat collectif pour agir ensemble sur son devenir maîtrisé, voilà l'immense défi. La conviction que les choses ne peuvent plus rester en l'état est là. A nous d'avoir l'audace, l'inventivité, de ne pas nous laisser impressionner par ce qui apparaît impossible simplement parce que les puissants ont réussi à convaincre leurs victimes que l'état des choses existant est naturel et immuable. Marx nous a appris que ce sont les hommes qui font leur histoire mais qu'ils ne peuvent faire l'histoire que les circonstances et les conditions du moment permettent. Les conditions sont nouvelles, les circonstances malgré les apparences sont exceptionnellement favorables.

La question qui n'est pas simple est, comment?

La condition préalable est de nous mettre ensemble. Oui mais, me direz-vous, nous ne nous connaissons pas! Alors échangeons, communiquons, mettons en commun nos héritages, nos connaissances et nos expérimentations, tout cela dans le respect mutuel et la curiosité bienveillante partagée. Gardons-nous de reconstruire un nouveau centre qui au nom de l'homme nouveau ignore l'homme existant avec son humanité qui s'est construite souvent dans la souffrance mais aussi dans la volonté de favoriser l'avènement de temps nouveaux, ceux d'une humanité qui est une conjugaison

improbable de notre individualité et de notre capacité à écrire un récit visionnaire indispensable pour notre futur commun.

Où faire cela?

En 1915 et 1916, ils ont fait cela où c'était possible, à Zimmerwald et à Kiental, dans un pays qui n'était pas au premier rang des déchirements et des enjeux.

Et pourquoi donc le pays de Guillaume de Tell avec les extraordinaires moyens de communication et d'échange d'aujourd'hui ne serait pas le lieu de la rencontre. Marx disait que jusqu'alors les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde et qu'il s'agit maintenant de le transformer. Alors, soyons tous philosophes. Pour sortir de la situation actuelle, nous avons besoin d'un corpus idéologique pour penser l'avenir de la planète, la place de l'homme, le système économique et de nouvelles formes d'organisation politique démocratisées. Dans ce pays, Jean-Jacques Rousseau nous a ouvert le chemin. Suivons-le et lui qui herborisait beaucoup, faisons comme lui, soyons attentifs aux jeunes pousses qui sont à nos pieds, ne les écrasons pas, observons-les, aidons-les à s'épanouir. Ne soyons pas modestes. Pensons à ceux qui dans un siècle seront ici à notre place et mesureront l'audace de ces utopistes qui ont compris qu'un monde nouveau était en train de poindre devant eux et sans inhibition ont décidé de jeter des jalons simples et ambitieux pour l'avenir.